

*Siècle*, de l'*Aurore* ou du *Radical*. Tous les ans, à la même époque, si nous voyons toujours quelque député monter à la tribune pour y demander la suppression de l'ambassade de France auprès du Vatican, et profiter de l'occasion pour y étaler la splendeur de son ignorance, nous voyons aussi qu'on le laisse faire, sans prendre seulement la peine de lui répondre; et on vote comme s'il n'avait rien dit. Tout récemment, le voyage de l'empereur d'Allemagne en Orient, a ému, non-seulement les indifférents et les septiques, mais les libres penseurs eux-mêmes; des yeux fermés se sont ouverts, et on a compris qu'il y avait au moins un lieu du monde où la France ne pouvait cesser d'être catholique, sans cesser d'être la France. Il y en a un autre, — qui est le Canada, — où le catholicisme est la condition même de ce que nous pouvons exercer, encore ou reconquérir de pacifique influence, et il semble que nos hommes d'Etat commencent à s'en douter. La rentrée des Jésuites en Allemagne nous servira-t-elle encore de leçon? et comprendrons-nous ce que l'"âme française" risquerait de perdre à la suppression de la liberté d'enseignement? Je le souhaite, comme aussi que nous comprenions ce que nous devons à nos missionnaires; et que, s'ils nous ont créé parfois des embarras, la vérité n'en est pas moins que, partout où l'ardeur de leur foi les emporte, c'est, avec le catholicisme, le respect et l'amour de la France qu'ils plantent.

Il ne restera plus alors à faire qu'un dernier pas, et quand nous serons tout à fait "convaincus", si nous ne le sommes pas encore, que, comme disait l'autre, "l'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation," nous nous apercevrons peut-être que le mal que l'anticléricalisme ferait à la France du dehors, il le fait, il continue de le faire tous les jours à la France du dedans. Ou nous a demandé quelquefois, Messieurs, — à nous qui nous arrêtons respectueusement au seuil de la croyance, mais qui serions désolés de scandaliser les croyants et qui regrettons amèrement de ne pas partager leur foi, — on nous a donc demandé si nous voulions ce qu'on appelle une religion pour le peuple. Non! Messieurs, c'est Voltaire qui voulait une religion pour le peuple, et nous ne sommes ni Voltaire ni Homais, le pharmacien, car Voltaire, aujourd'hui, sous le nom de Ranc ou de Guyot, c'est Homais.

Nous voulons seulement épargner à ceux qui ne les connaissent point, les sécheresses du doute; nous voulons que l'on ne mette pas leurs espérances au hasard et comme à la merci d'une fantaisie métaphysique; nous voulons qu'ils sachent enfin que, quand on leur offre les vaines satisfactions de la science en échange de leur foi, on leur ment. Mais ce qui nous paraît monstrueux, c'est que l'on soit chrétien à Jérusalem et à Constantinople, ou que l'on en joue le personnage, et "agnostique" ou libre-penseur à Paris. Nous ne voulons pas d'une religion pour le peuple; mais nous n'en voulons pas non plus d'une pour le commerce ou pour la politique. Ce qui est bon pour étendre, pour soutenir, pour fortifier dans le monde l'influence de la France ne saurait être mauvais ou seulement moins bon en France. Il faut avoir, jusqu'au bout, le courage de nos intérêts! Nous ne l'aurons, en fait de religion, que le jour où nous cesserons d'attaquer et de persécuter chez nous ce que nous défendons et ce que nous protégeons